

Élections



ESPAGNE.

Le premier ministre espagnol Pedro Sánchez aime les coups de poker politiques. En avançant les élections générales [juste après sa déroute électorale du weekend](#) aux scrutins locaux et régionaux, il a décidé de prendre tout le monde de court - et de faire tapis.

- [Le pays votera le 23 juillet](#) pour les élections législatives.
 - Alors que le gouvernement avait initialement jusqu'à la fin de l'année pour convoquer les électeurs ;
 - Qu'il lui est possible de profiter de ce répit pour éventuellement redresser certains aspects de sa politique et capitaliser [sur la présidence du Conseil de l'UE](#) qu'occupera l'Espagne à partir du 1^{er} juillet.
 - Avec une coalition fragmentée, une opposition galvanisée par sa victoire et un agenda européen déjà chargé en rencontres cruciales, dont un [sommet UE-Amérique latine](#) les 17 et 18 juillet à Bruxelles, le pari de Pedro Sanchez est à haut risque.

- La dynamique est nettement en faveur des partis de droite.
 - Comme en Grèce la semaine dernière, comme en Finlande au mois d'avril, en Estonie et Lituanie au mois de mars, en République tchèque (présidentielle) au mois de janvier, ainsi qu'en Suède ou en Italie à l'automne 2022.
 - En l'occurrence, sur les douze des dix-sept communautés autonomes d'Espagne qui se sont rendues aux urnes, l'opposition du Partido Popular (PP) a réussi à renverser 6 des 10 régions gouvernées par le PSOE.
 - Le PP a complètement [absorbé la concurrence centriste-libérale de Ciudadanos](#) qui a pu profiter des scandales de [corruption à répétition](#) des anciens élus PP.
 - Il n'a cependant pas été capable de proposer une alternative crédible sur le long terme.
 - Le PP a également obtenu la majorité absolue à Madrid, la région la plus peuplée à avoir voté dimanche dernier, où gouverne la très populaire Isabel Diaz Ayuso.
 - En outre, le parti d'extrême droite Vox ([ECR](#), antiféministe, antiécologique, nationaliste centraliste, et lié aux intérêts de l'agrobusiness [cf. ce papier sur l'Andalousie](#)), a doublé en nombre de voix par rapport à il y a quatre ans.

- Du côté de la coalition gouvernementale, Yolanda Díaz, la plus ancienne ministre de gauche au sein du gouvernement, a lancé son propre mouvement (Sumar).
 - Elle dit vouloir stopper la désagrégation et unir la gauche – [voir cet article d'El País](#) sur son projet.
 - Y. Díaz peut encore réussir mais, jusqu'à présent, cette division n'a fait qu'aggraver les luttes intestines.
 - Son [entretien sur Le Grand Continent](#) permet d'en comprendre la logique.

- Les élections anticipées ne sont pas seulement importantes pour déterminer le paysage politique de l'Espagne, [mais ont également des implications plus larges pour la répartition des postes de pouvoir dans l'UE.](#)
 - La victoire du PP à ces élections municipales et régionales pourraient bouleverser les plans d'Ursula von der Leyen, comptant sur une présidence espagnole forte du Conseil de l'UE pour consolider sa position.
 - Et donc s'assurer un second mandat.
 - Le résultat des élections aura un impact sur la composition du Conseil européen et sur la répartition des postes clés au sein des institutions européennes.
 - Manfred Weber, (chef de file du PPE au Parlement), considère [un gouvernement conservateur en Espagne](#) comme une chance de renforcer la position du parti et de soutenir potentiellement Roberta Metsola, actuelle présidente du Parlement européen, en tant que candidate à la succession d'U. Von der Leyen.

Élections



- Au cours de la législature précédente, [l'Espagne avait regagné son influence et est devenue un acteur important au sein de l'Union européenne](#) après une période d'incertitude économique et de problèmes de réputation.
 - Le pays a joué un rôle crucial dans la gestion des retombées économiques de la pandémie de COVID-19 et de la crise énergétique provoquée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie.
 - Les propositions de l'Espagne, telles que la création du Fonds de relance et l'exception ibérique visant à réduire les tarifs de l'électricité, ont été couronnées de succès.
- Malheureusement, les prochaines élections législatives du 23 juillet 2023 pourraient compromettre la position de l'Espagne et perturber sa présidence du Conseil de l'UE à partir du 1er juillet.
 - L'instabilité politique et un éventuel ralentissement économique en Allemagne pourraient nuire à la dynamique de l'Espagne et l'empêcher de faire avancer efficacement ses priorités au cours de sa présidence.
 - Avec le retour du PP, on peut craindre les troubles politiques passés.
 - En particulier, les crises immobilière et financière, [sans parler de ses relations avec le mouvement indépendantiste catalan](#).
 - Ces crises avaient auparavant constitué des affaiblissements de la position de l'Espagne au sein de l'UE.

L'ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



Hongrie. Sanctions. Parlement.

ANGRY.

Que faire avec la Hongrie ? La question hante les débats et les institutions européennes à chaque nouvelle provocation de son Premier Ministre rebelle.

- La dernière idée en date, pour tenter de faire rentrer Budapest dans le rang, est [avancée par le professeur Alberto Alemanno](#), fondateur du « Good lobby » :
 - [Empêcher la Hongrie d'exercer la présidence du Conseil](#) de l'UE en raison de ses violations constantes des valeurs de l'UE et de la suspension de ses fonds.
 - Dans sa [quête d'élaboration de nouvelles sanctions en faveur de l'État de droit](#), le Parlement européen s'est saisi de la question.
- Cela soulève la question de savoir si un gouvernement qui viole de manière répétée les valeurs de l'UE peut présider efficacement une institution majeure de l'UE comme le Conseil.
 - Le report ou la suspension de la présidence hongroise après les prochaines élections du Parlement européen pourraient-ils constituer une approche efficace ?
 - La Belgique et l'Espagne, les États membres présidant le Conseil de l'UE avant pourraient priver la présidence hongroise de ses pouvoirs ou la suspendre.
 - Cette décision sans précédent pourrait conduire à un débat nécessaire sur l'acceptation d'États membres rebelles au sein de l'UE.
- Ainsi, le Parlement européen pourrait demander au Conseil européen de réorganiser les modalités de la présidence hongroise, ou à la Belgique et à l'Espagne d'ajuster leurs dispositions internes par le biais d'une résolution.

Transparence. Commission.

LET'S TALK ABOUT VAX

Ce n'est pas la première fois que [la question de la transparence](#) se pose dans [l'accès aux documents](#) de la part de la Commission européenne.

- En 2014-2015, par exemple, l'objet du scandale portait sur le secret [des négociations autour du TTIP](#), un traité de libre-échange très approfondi, avec les États-Unis.
- Alors que le sujet des vaccins et des politiques de santé publique nourrit déjà les fantasmes complotistes les plus divers, la Commission européenne, qui [a renégoциé son contrat de vaccins avec Pfizer](#), refuse de révéler au public les détails du nouvel accord.
 - Le contrat révisé réduit le nombre de doses devant être livrées en 2023 et les répartit sur les quatre prochaines années.
 - Toutefois, le nombre exact de doses et les conditions financières du contrat modifié n'ont pas été révélés.
 - Le manque de transparence de l'annonce suggère un certain niveau d'embarras, étant donné que la nouvelle a été communiquée discrètement un vendredi avant un long week-end, sans annonce formelle ni séance d'information publique.
 - Interrogé sur la décision de ne pas divulguer l'information, le porte-parole de la Commission a renvoyé la responsabilité aux États membres.
 - Comme le [rappelle Euractiv, à propos d'une plainte](#) visant directement la présidente de la Commission, l'affaire des contrats Pfizer avait jusqu'à présent fait l'objet de [seules plaintes d'ordre administratif](#) contre la Commission.
 - Notamment auprès du [Médiateur européen](#) et une saisine de le CJUE rapportée [par le New York Times](#).

Turquie. Droits fondamentaux.

TRUQUÉ.

Selon les [observateurs internationaux](#) pour la sécurité et la coopération en Europe, le second tour de l'élection présidentielle en Turquie s'est déroulé de « manière équitable » en termes d'aspects logistiques et d'offre de choix aux électeurs, mais a été entaché par un langage incendiaire et discriminatoire pendant la campagne.

- Les observateurs ont noté la partialité des médias et les restrictions permanentes à la liberté d'expression, ce qui a créé des conditions inégales et donné un avantage injustifié au président sortant.
 - La Turquie figure très bas (165/180) [dans le classement RSF](#) en matière de liberté des médias.
 - La couverture médiatique a été biaisée, le radiodiffuseur public favorisant le président sortant.
 - La législation régissant le second tour des élections a été jugée inadéquate, ce qui a entraîné une incertitude juridique.
 - Si les candidats ont pu faire campagne librement, les partisans des partis d'opposition ont fait l'objet d'intimidations et de harcèlements.
 - Les observateurs ont souligné la nécessité pour le vainqueur d'œuvrer à l'unité du pays et ont exhorté la Turquie à mettre en œuvre les arrêts de la Cour européenne des droits de l'Homme et à libérer les prisonniers politiques.
- L'administration électorale a géré efficacement les préparatifs, mais la transparence a fait défaut.
 - Le rapport relève des cas de violence et de compromission du secret du vote.
 - La liberté d'expression a encore été restreinte par des procès et des arrestations de journalistes et de blogueurs.
- Selon la Fondation pour les études progressistes européennes (FEPS), les résultats des récentes élections turques indiquent une poursuite de la politique intérieure et étrangère du pays, [avec une tendance croissante à l'autoritarisme et une orientation vers l'Est en matière d'affaires étrangères.](#)
 - L'opposition est confrontée à une redistribution des cartes.
 - Ce qui laisse penser que l'ère des expériences libérales touche à sa fin.
 - Le président Recep Tayyip Erdoğan a remporté le second tour des élections présidentielles avec une marge étroite.
 - Ceci met encore plus en évidence la polarisation et la division au sein du pays.
 - Malgré la performance respectable de l'opposition, l'alliance de partis du président Erdoğan a obtenu la majorité absolue au parlement.
 - Ceci lui permet de gouverner comme elle l'entend pendant au moins quatre années supplémentaires.
 - L'opposition est susceptible de subir des changements significatifs.
 - L'analyse craint un glissement potentiel vers des factions plus conservatrices et traditionnelles au sein des partis.
 - Dans l'ensemble, les perspectives suggèrent une poursuite de la trajectoire actuelle avec des perspectives limitées de libéralisation, ce qui incitera de nombreux jeunes désillusionnés à envisager l'émigration.

Pologne. Sanctions. Influence.

MAL EN PIS.

Si l'usure du pouvoir ne semble pas guetter V. Orban, confortablement installé dans un système dans lequel l'opposition politique n'est plus en mesure d'effectuer son travail, le PiS au pouvoir à Varsovie semble moins confiant dans sa situation.

- Le président Andrzej Duda a annoncé son intention de signer un projet de loi controversé.
 - L'objectif est de créer une commission chargée d'enquêter sur l'influence de la Russie sur la politique polonaise.
 - Parmi les sanctions, [une possible interdiction d'exercer une fonction publique pendant dix ans](#).
 - Cet instrument, qui semble destiné à menacer l'opposition d'une mise au pas, ressemble à ce que le PiS avait déjà tenté en 2007 avec [une loi de lustration \(décommunisation\) très controversée](#).
 - Elle avait été invalidée par la Cour constitutionnelle à l'époque.
- La commission, composée de neuf membres, sera nommée par le parlement, où le PiS détient une courte majorité, et son champ d'action couvrira les actions influencées par la Russie entre 2007 et 2022.
 - Les critiques considèrent que cette commission violerait la constitution et manquera de transparence et de responsabilité.
 - Les partis d'opposition ont annoncé leur boycott de la commission et des manifestations sont prévues contre elle.
- Dans le contexte du conflit russo-ukrainien et de la méfiance quasi paranoïaque à l'égard des [ingérences étrangères](#), le dispositif prétend éradiquer les agents du Kremlin en Pologne.
 - Cependant, l'opposition considère qu'il s'agit surtout d'un outil pour discréditer et harceler les rivaux politiques.
 - En particulier l'ancien premier ministre Donald Tusk, [déjà ciblé par les médias d'Etat](#), tant le PiS en craint l'influence sur les prochaines élections législatives.
 - La Commission européenne [a exprimé sa « profonde inquiétude » quant à l'adoption de cette nouvelle loi en Pologne](#).
 - La Commission craint elle aussi que cette loi ne soit utilisée pour empêcher des personnes d'exercer des fonctions publiques sans procès équitable.
 - Le Commissaire à la Justice, Didier Reynders, a discuté de cette question avec les ministres lors du Conseil Affaires Générales.
 - La Commission européenne analyse actuellement la nouvelle loi et sera en mesure de demander des explications au gouvernement, de façon à s'assurer que la législation envisagée ne poursuit pas des desseins électoralistes nationaux.

RGPD. Irlande. Meta.

SE META TABLE.

Après [Twitter qui fait de la résistance](#) au DSA, Meta (anciennement Facebook) a reçu [une amende record de 1,2 milliard d'euros par la Commission irlandaise de protection des données \(DPC\)](#) pour le transfert des données personnelles d'utilisateurs européens vers les États-Unis.

- Cette amende est la plus importante jamais infligée par une autorité nationale européenne de protection des données.
 - Elle dépasse les [746 millions d'euros imposés à Amazon par l'autorité luxembourgeoise de protection des données en 2021](#).
 - La DPC a également ordonné à Meta, [en vertu de l'article 58 du RGPD](#), de suspendre tous les transferts de données personnelles vers les États-Unis à partir du 12 octobre 2023.

- Nick Clegg, président des affaires internationales, et Jennifer Newstead, directrice juridique de Meta, ont fait part [de leur intention de faire appel de la décision](#).
 - Ils réclameront aux tribunaux de suspendre les délais de mise en œuvre, compte tenu du préjudice que ces ordonnances causeraient.
 - Préjudice subi à la fois par l'entreprise et par les millions d'utilisateurs quotidiens de Facebook.
- L'entreprise américaine est aussi tenue de mettre ses opérations de traitement en conformité avec le chapitre V du RGPD.
 - Il s'agit notamment [de mettre fin au traitement et au stockage illicites de données à caractère personnel d'utilisateurs européens aux États-Unis](#).
 - Ces activités sont réalisées en violation du RGPD.
- Meta espère maintenant l'adoption d'un nouvel accord entre l'UE et les États-Unis dans les mois à venir, ce qui lui permettrait de ne pas changer ses pratiques.
 - Actuellement en discussion, cet accord est particulièrement critiqué au Parlement européen.
 - Il pourrait être rejeté par la Cour de justice de l'Union européenne, tout comme [l'ont été le Privacy Shield et le Safe Harbor](#).
 - Cette décision irlandaise apparaît comme particulièrement bien accueillie.
 - L'infraction commise par Meta n'est pas seulement grave, elle témoigne d'un sentiment de se situer au-dessus des lois.
 - N'oublions pas que le RGPD est en vigueur depuis 5 années maintenant.
 - L'amende prononcée par le DPC constitue un message fort à l'intention des autres organisations qui commettent des infractions graves.

EUROPE GÉOPOLITIQUE



Kosovo. Serbie.

VIEUX POTS ET VIEILLES SOUPES.

S'il est toujours difficile de discuter le fait que Kosovo serait le cœur de la Serbie, comme l'a [affirmé le champion de tennis Novak Djokovic](#) au cours du tournoi de Roland Garros, une chose semble sûre : les blessures au Kosovo ne se sont jamais totalement refermées depuis [la fin du conflit](#). Ces blessures se sont réouvertes à l'occasion des récentes élections municipales.

- De violents affrontements ont éclaté lundi 29 mai 2023 [entre Serbes, forces locales du Kosovo et la KFOR](#), faisant une trentaine de blessés parmi les troupes internationales.
 - Les affrontements ont eu lieu dans la partie nord du Kosovo, où les populations serbes sont majoritaires, et protestaient contre l'intronisation de maires albanais.
 - Les manifestants exigeaient la destitution des nouveaux maires, élus lors des élections municipales d'avril dernier.
 - Les électeurs serbes avaient boycotté ces scrutins.
 - Les manifestations ont pris un tournant violent, avec des affrontements entre les manifestants, la police du Kosovo et les soldats de la KFOR.
 - Des pierres et des cocktails Molotov ont été lancés et les soldats ont été agressés. Une trentaine de soldats internationaux ont été blessés, ainsi qu'une cinquantaine de manifestants.
 - Il est intéressant que le schéma : organisation d'élections – boycott – remise en cause du résultat – violence – est toujours aussi scrupuleusement suivi depuis la fin des années 80.
- Son efficacité discutable nous amène à douter de la volonté nette de ceux qui utilisent cette méthode pour faire avancer la paix et la démocratie. Malheureusement, les tentatives de dialogue apparaissent encore bien vaines.
 - Le premier ministre du Kosovo [a qualifié les manifestants d'extrémistes et a appelé à leur séparation de la communauté serbe](#).
 - Les partis d'opposition en Serbie ont appelé au dialogue et à la destitution des « maires illégitimes », soulignant la nécessité d'une solution durable.
 - Les tensions se sont poursuivies mardi et l'OTAN a annoncé le déploiement de forces supplémentaires à titre de précaution.
 - [Les tensions restent vives](#). Des manifestants ont continué à se rassembler devant la mairie, tandis que des policiers anti-émeutes sont toujours stationnés à l'extérieur.
- Le responsable de la politique étrangère de l'UE, Joseph Borrell, [a appelé Serbes et Albanais du Kosovo à une « désescalade immédiate et inconditionnelle des tensions »](#).
 - M. Borrell a exhorté les autorités kosovares à mettre fin aux opérations de police menées autour des bâtiments municipaux dans le nord du pays et a demandé aux manifestants de se retirer.
 - Les États membres de l'UE examinent les mesures qui pourraient être prises si les parties concernées s'opposent aux efforts de désescalade.
- De leur côté, [la Russie et la Chine ont déclaré leur soutien à la Serbie](#).
 - Le premier au nom d'une supposée fraternité slave orthodoxe.
 - Le second du fait de son opposition – par principe – à toute sécession.
 - La lutte d'influence dans les Balkans, entamée dans les années 90 et manifestement ignorée par l'Union, est loin d'être finie.

Ukraine. OTAN. CPE.

OTAN EN EMPORTE UN VENT.

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, [a appelé à l'entrée de son pays dans l'OTAN](#) lors de la rencontre de [la Communauté politique européenne en Moldavie](#).

- Cependant, les principales puissances de l'OTAN, dont les États-Unis, l'Allemagne et la France, sont réticentes à admettre un pays en guerre au sein de l'organisation.
 - L'article 5 de sa charte garantit une solidarité automatique avec un État membre attaqué.
 - La crainte de la « co-belligérance » c'est à dire d'être entraînés dans une confrontation directe avec la Russie pèse sur la perspective de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN.
 - Celle-ci est en débat depuis des années.
 - Paris et Berlin avaient déjà bloqué cet élargissement en 2008, comme pour la Géorgie d'ailleurs.
- Aujourd'hui, d'autres solutions sont envisagées, telles que des garanties de sécurité en deçà d'une adhésion totale à l'OTAN.
 - L'appel urgent du président Zelensky intervient alors que l'Ukraine continue de lutter pour l'intégrité de son territoire étatique et surtout, son indépendance.
 - Le défi consiste à trouver une solution acceptable dans les six prochaines semaines, avant le sommet de l'OTAN à Vilnius.

Espagne. Amérique latine. Terres rares. Chine.

TRIBUTE TO TITO PUENTE.

Alors que se profile la présidence espagnole du Conseil de l'UE, l'Union [recentre son attention sur l'Amérique latine et prépare une offensive diplomatique dans la région](#).

- En juin, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, se rendra au Brésil, au Mexique, en Argentine et au Chili.
- Les 17 et 18 juillet 2023, [un sommet réunira à Bruxelles](#) les chefs d'État et de gouvernement de l'UE et de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), sous la présidence espagnole de l'UE.
 - Ce nouvel engagement vise à renforcer les alliances et à équilibrer la présence croissante de la Chine dans la région.
 - L'influence de Pékin s'est considérablement accrue, avec des investissements multipliés par 26 entre 2000 et 2020 et l'intégration de 21 pays dans [son initiative « Belt and Road »](#).
 - L'UE, en tant que principal investisseur de la région, vise à réassoier son influence et à approuver un projet visant à établir une relation permanente entre l'UE et les gouvernements latino-américains.
- Cette initiative permettrait de renforcer les liens institutionnels et de favoriser les accords économiques, la collaboration en matière d'infrastructures, la lutte contre les stupéfiants, la justice et les projets scientifiques.
 - L'UE cherche également à accéder à des matières premières essentielles, en particulier le cuivre ou le lithium.
 - Elles sont abondantes en Bolivie, au Chili et en Argentine.
 - Elles sont indispensables pour les véhicules électriques et l'expansion des réseaux électriques au cœur de la transition écologique de son économie - le Green Deal.

- Dans son commentaire pour Eurointelligence, [Wolfgang Münchau](#), rappelle à ce propos que l'Union européenne a largement négligé l'Amérique latine dans ses discussions de politique étrangère et ses ambitions en tant qu'acteur géopolitique, considérant la région comme lointaine et sans intérêt.
 - Cette négligence pourrait devenir un grave problème à mesure que le monde se détourne des combustibles fossiles et que la concurrence pour les ressources cruciales s'intensifie.
 - La Chine a profité de l'absence de l'UE pour accroître considérablement ses investissements et sa présence diplomatique dans la région.
 - Cette tournée prévue par Ursula von der Leyen et le sommet organisé par l'Espagne avec la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes visent donc à tenter de rattraper le retard européen.
 - Toutefois, comparés à l'engagement considérable de la Chine, les efforts de l'UE semblent insuffisants et tardifs.
 - Un engagement plus profond et durable est nécessaire pour la coopération stratégique, en particulier dans les domaines liés aux matières premières.

Autonomie stratégique. Aides d'Etat. Industrie.

STYLE INDUS.

Justement, l'industrie verte et ses tensions géopolitiques se trouvent au cœur de la redéfinition par l'UE de sa place dans le monde. Kathleen McNamara, enseignante-chercheuse de l'université de Georgetown et actuellement en séjour de recherche à l'IUE en tant que boursière Simone Veil, [explore la tension entre le marché unique de l'Union européenne et la nécessité d'une politique industrielle](#) face à des défis tels que la guerre en Ukraine et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, dans une récente interview accordée à Agenda Publica.

- Kathleen McNamara souligne la transformation en cours au sein du projet européen, qui a historiquement donné la priorité à l'efficacité du marché.
 - Toutefois, elle se demande si l'UE a la légitimité politique nécessaire pour mettre en œuvre avec succès une politique industrielle qui consiste à façonner le marché et à investir stratégiquement dans certains secteurs.
- Elle souligne l'importance de la lutte contre le changement climatique et suggère qu'en dépit des inefficacités potentielles, il est nécessaire d'investir dans la politique industrielle.
 - Dans ce cadre, une réflexion poussée sur le sujet des aides d'État et le rôle de l'UE dans la prise de décision et les investissements est nécessaire.
 - Est soulevé le concept de « projets importants d'intérêt européen commun » (IPCEI) en tant que cadre potentiel pour les aides d'État au niveau de l'UE.
 - Ceci permettant à la Commission de décider où et pourquoi investir.
 - Au-delà, il est nécessaire d'envisager une capacité fiscale adéquate au niveau de l'UE.
- La conversation porte également sur les possibilités d'autosuffisance et sur les domaines stratégiques dans lesquels des pays comme l'Espagne devraient se concentrer, au-delà de son rôle futur dans le cadre de la future présidence du Conseil de l'UE.
 - Ce pays a le potentiel de tirer de grands avantages de sa solide infrastructure en matière d'énergie propre.
 - K. McNamara souligne l'importance de gérer la mondialisation, en trouvant un équilibre entre la durabilité, la sécurité et l'équité.
 - La politique industrielle peut combler le fossé entre les idéologies politiques conservatrices et progressistes.
 - C'est pour cela qu'un soutien politique fort est indispensable.

GREEN DEAL



RSE. Parlement.

VERT-UE.

Économique ou politique, le libéralisme a toujours prétendu équilibrer la liberté avec la responsabilité. Maintenir l'esprit du libéralisme c'est donc lutter contre les comportements irresponsables tout au long de la chaîne de responsabilité des entreprises. Ces « externalités négatives » sont la traduction comptable d'un refus de prendre en compte certaines conséquences sociales et environnementales des activités économiques.

- Au terme d'un long processus, le Parlement européen a fait un pas important vers la régulation des pratiques sociales et environnementales des grandes entreprises.
 - Il vote l'identification et, si nécessaire, la prévention et l'arrêt des impacts négatifs de leurs activités sur les droits fondamentaux et l'environnement.
 - [Cet article de Médiapart](#) en propose une analyse détaillée.
 - Malgré un lobbying intense [de la part de l'industrie allemande](#), [une majorité des députés européens](#) a soutenu la mesure.
- La rapporteure de la proposition, [Lara Wolters](#) (NL-S&D), considère qu'il s'agit d'un tournant dans la redéfinition du rôle des entreprises dans la société.
 - L'UE est à l'avant-garde dans la mise en place de telles obligations.
 - La version de la proposition du Parlement européen est plus ambitieuse que la loi française, pionnière de 2017.
 - Elle s'applique aux entreprises d'au moins 250 salariés et dont le chiffre d'affaires global dépasse 40 millions d'euros.
 - Elle comprend également un devoir de vigilance climatique, obligeant les entreprises à élaborer un plan visant à limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré Celsius d'ici la fin du siècle.
 - La proposition doit encore faire l'objet de négociations avec les États membres de l'UE avant de parvenir à un compromis final.
 - Ceci pourrait s'avérer difficile compte tenu des positions des différents pays et du lobbying de l'industrie.
 - Ce vote est certes considéré comme une victoire, mais les critiques soutiennent que le texte présente d'importantes lacunes.
 - Manque en particulier une disposition sur le renversement de la charge de la preuve, qui obligerait les entreprises à prouver leur innocence plutôt que les victimes à fournir des preuves.

Pesticides.

BAYER AUX CORNELLLES.

Le scandale est toxique et rappelle les [Monsanto papers](#). Selon une étude récente, des entreprises [pourraient avoir caché aux autorités européennes des études sur la neurotoxicité des pesticides.](#)

- Des chercheurs ont comparé les données de toxicité soumises à l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) avec les données partagées avec l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA).
 - Sur les 35 études fournies à l'EPA, 9 n'ont pas été divulguées à l'EFSA.
- Dans cette étude réalisée par [l'Environmental Health Journal](#), les chercheurs ont constaté que les résultats négatifs des tests de toxicité sur les cerveaux en développement n'ont pas été pris en compte dans le processus d'approbation de neuf pesticides.

- Ces tests ont principalement été soumis par des entreprises telles que Bayer (qui a absorbé Monsanto en 2018) et Syngenta.
- Ils soulignent la nécessité de réviser les règles d'évaluation des pesticides, en proposant que les autorités réglementaires commandent des études de toxicité aux frais des entreprises concernées.
- L'étude précise qu'il existe un problème récurrent d'entreprises qui ne divulguent pas les études sur la neurotoxicité développementale (DNT) aux autorités de l'UE, en dépit des exigences légales.
 - Les chercheurs proposent que les autorités commandent les études futures afin d'empêcher l'influence des entreprises et de garantir la transparence.
 - Ils soulèvent également la nécessité de réviser les règles ou les pratiques, en imposant des sanctions en cas de non-divulgation des études de toxicité par les entreprises productrices de pesticides.

Automobile. Allemagne. Suède.

EURO7-IQUE

Alors que la Commission a présenté, en novembre 2022, une nouvelle réforme des normes d'émissions des véhicules automobiles baptisée « Euro 7 », [8 États membres ont exprimé, ce lundi 22 mai 2023, leur opposition au texte.](#)

- Ce texte a pour objectif de « réduire la pollution de l'air liée au transport routier », quelle que soit la motorisation des véhicules, d'ici à 2025.
 - Pour surmonter le blocage, la présidence suédoise doit travailler sur une nouvelle proposition de compromis.
 - D'après les observateurs, il faut s'attendre à des ajustements de calendrier.
- Parmi les critiques, on notera à nouveau la position du ministre allemand des transports, Volker Wissing.
 - On se souvient que c'est sur son initiative que [l'Allemagne avait remis en cause au dernier moment](#) le compromis du Conseil sur l'interdiction des véhicules à moteur thermique.
 - Cette opposition des deux grands États européens mondialement connus pour leur engagement en faveur de la cause écologistes et leur industrie automobile est, dans ce contexte, particulièrement intéressante.

Plastiques. Hydrocarbures. Arabie Saoudite.

SAUVE QUI PEUT.

Parmi ces externalités négatives, la pollution plastique fait, enfin, l'objet d'une tentative de réglementation internationale.

- Les acteurs de la filière s'y opposent : fabriqué à partir du pétrole, le plastique [est devenu une activité très rentable pour les industries de combustibles fossiles.](#)
 - TotalEnergies s'est récemment associé à Saudi Aramco, la plus grande compagnie pétrolière au monde, pour construire un gigantesque complexe pétrochimique en Arabie saoudite, de production de plastique.
 - Les compagnies pétrolières cherchent de nouvelles voies de croissance et considèrent la production de plastique comme lucrative en raison de la demande croissante.
 - Cela peut s'expliquer par l'épuisement des ressources en combustibles fossiles et l'abandon des moteurs à essence dans les pays du Nord, [acté par l'UE pour 2035.](#)

- Entre 4,8 et 12,7 millions de tonnes de plastique terminent dans les océans chaque année selon les estimations de la fondation MacArthur.
 - Sur cette base, le Parlement européen s'est déjà prononcé [pour l'interdiction des plastiques à usage unique](#).
 - Le plastique représente une menace importante pour l'environnement, des tonnes de déchets.
 - Il met en danger la vie marine et constitue un intrant dangereux dans la chaîne alimentaire humaine.
 - En outre, l'industrie du plastique est une source majeure d'émissions industrielles de gaz à effet de serre, qui augmentent rapidement.
 - D'après les experts, la production de plastique se poursuit comme prévu, ses émissions pourraient atteindre 1,34 gigatonne par an d'ici à 2030.
- Rien de surprenant alors à ce que, dans les négociations sur la pollution plastique, [les industriels aient déployé jusqu'à 190 lobbyistes pour influencer les discussions qui se tiennent à Paris](#) pour la mise en place d'un traité international sur la pollution plastique.
 - Ces lobbyistes représentent les intérêts des principaux industriels pollueurs tels que TotalEnergies et Coca-Cola.
 - Les négociations visent à élaborer un accord juridiquement contraignant, d'ici 2025, pour faire face à la crise croissante de la pollution plastique.
 - La France, l'Union européenne, le Rwanda et le Pérou plaident en faveur d'une action urgente pour réduire la pollution plastique.
 - [Les États-Unis, l'Inde, la Chine et les pays producteurs de pétrole](#) font eux pression en faveur d'un accord moins contraignant.